

L'inculpation de Karadzic en dit long sur les errements de la « communauté internationale » dans les Balkans

Le jour même de la commémoration des 17 ans des bombardements de l'OTAN sur la Serbie, faisant plus de 2600 morts et des dégâts matériels considérables, le leader des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic était inculpé. Pour les Serbes, cela représente un traumatisme ; pour les victimes bosniaques une peine encore insuffisante.

Le TPIY, au lieu de raffermir les plaies, les rouvre de façon durable et peut-être irrémédiable, eu égard aux troubles quasi quotidiens qui agitent la Bosnie, le Monténégro ou la Macédoine depuis quelques mois. Mais surtout toute cette agitation médiatico-judiciaire, instrumentalisée année après année, à chaque commémoration d'un drame subi par les Serbes, permet aux dirigeants occidentaux d'effacer de leurs mémoires leurs propres culpabilités dans la destruction de la Yougoslavie. En fait, les « droits de l'homme » ici encore ne sont appliqués que dans certains cas, justifiant toujours, comme depuis ses débuts, la politique du deux poids deux mesures à l'égard des Serbes de la part de la « communauté internationale ».

Le TPIY mène une action judiciaire contre tous les Serbes

Le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid al Hussein, déclarait ainsi en guise de victoire le jour de l'inculpation de Karadzic : « *Le message de ce procès est que nul n'est au-dessus de la loi* ». **Radovan Karadzic**, déclaré par les grands médias avant même la sentence « Bourreau des Balkans », comme avant lui Mladic et d'autres dirigeants serbes des années 1990, est donc voué à finir sa vie en prison ; comme l'a affirmé une ancienne Procureure du TPIY « *la condamnation de 40 ans équivaut à une sentence de mort* ». Au même moment, **Salah Abdeslam**, artificier présumé des attentats de Paris ayant fait plus de 130 morts, est mieux traité. Une polémique se développe dans les médias depuis son arrestation sur le fait de savoir s'il doit être rendu coupable ou pas, puisqu'il fait partie d'un réseau islamiste; dans les médias, à aucun moment il n'est jeté à la vindicte populaire et traité du moindre qualificatif péjoratif. On voit là la conception des « droits de l'homme » dont certains Etats dans les années 1930 ne se seraient pas départis : un Slave doit être traité a priori comme un sous-homme.

Serge Brammets, procureur du TPIY, se fait fort dans une interview donnée le 25 mars au quotidien *Le Monde*, de déclarer : « *Nous ne poursuivons aucun peuple, aucun pays, mais seulement un individu* ». Or dans le même interview TOUS les noms qu'il cite comme coupables de crimes de guerre sont des Serbes : Karadzic, Mladic et Milosevic. Sans même

s'en rendre compte, comme dans un réflexe automatique, le procureur du TPIY ne pense qu'aux leaders serbes en épousant ainsi la vulgate imposée depuis la fin des guerres yougoslaves ; **les Serbes seraient coupables collectivement des guerres de Croatie, de Bosnie et du Kosovo**. Or les chiffres sont là intangibles ; durant la guerre de Bosnie, sur 96 000 morts, 64 995 sont des Musulmans bosniaques, 30 100 sont des Serbes orthodoxes et 7 338 sont des Croates catholiques, épousant en proportion de la population les chiffres du dernier recensement légal de 1991. Au Kosovo, sur 8000 morts, 4800 sont Albanais et 2700 sont Serbes, le reste faisant partie des minorités. **Ce sont donc bien à chaque fois des guerres civiles** ; mais non pour le Procureur et tout le système médiatique officiel, les Serbes sont forcément et à priori coupables.

Par contre, les **tragédies récentes subies par les Serbes sont soigneusement occultées** par des médias à la solde de dirigeants qui semblent avoir du mal à accepter leurs erreurs stratégiques. En Croatie, on ne parle pas des 230 000 Serbes balayés dans l'opération Tempête en quatre jours au mois d'août 1995, le plus grand nettoyage ethnique depuis 1945 en Europe. Au Kosovo on ne cite pas les 175 000 Serbes et les 80 000 Roms qui ont, depuis 1999, dû quitter leur région natale dans des conditions effroyables. Les Etats-Unis, qui ont soutenu à partir de 1993 l'armée bosniaque et à partir du printemps 1995 l'armée croate, ne se déjugeront jamais, et c'est pourquoi lors de chaque commémoration d'une tragédie vécue par les Serbes depuis 1995, ils se font fort de ressortir le massacre de Srebrenica. L'OTAN, soutenue par les nations d'Europe occidentale, sait très bien les dégâts irrémédiables faits, lors des bombardements du printemps 1999 sur la Serbie, à la fois à l'encontre du Droit international et contre tous les peuples et minorités de la province du Kosovo-Métochie, qu'ils soient Albanais, Serbes, Roms ou Goranis. Mais, à l'image d'un Kouchner ami du mafieux Thaci et fermant les yeux sur les actions punitives de l'UCK, nos dirigeants par honte mal bue couvrent ces faits du voile impudique de la « lutte contre le dictateur Milosevic ».

Les prisons de la Haye sont, vingt ans après les guerres yougoslaves, bien plus remplies que celles du Tribunal de Nuremberg un an après la Seconde guerre mondiale. Les dirigeants serbes Biljana Plavsic a déjà passé 12 ans, Momcilo Krajisnik 13 ans, le général Lazarevic 14 ans dans les geôles de la Haye. Plus de 80 dirigeants serbes y sont ainsi passé depuis 1997, date de création du TPIY, certains y sont même morts. Au même moment, le Croate Ante Gotovina a été acquitté le 16 novembre 2012 par le TPIY, alors qu'il avait été inculpé pour avoir commandité le massacre de 150 civils serbes en Krajina en août 1995 ; la décision finale du TPIY est tellement surprenante qu'elle a provoqué la protestation de l'ex-procureur du TPIY Carla del Ponte « Je suis choquée..la crédibilité du tribunal est mise en question. ».

L'éphémère Premier ministre de l'auto-proclamé Kosovo Ramush Haradinaj est acquitté le 3 avril 2008 après moins de deux mois passés à La Haye, alors que des crimes de guerre dans la vallée de la Drenica commis en 1998 lui sont imputés, 9 témoins à charge ont été assassinés ou sont morts dans des conditions suspectes durant un procès bien mal préparé par le TPIY ; cela lui a valu en 2015 d'être à nouveau arrêté et en attente de jugement. Sans parler d'Hashim Thaci, Premier ministre actuel du Kosovo auto-proclamé, qui n'a jamais été inquiété

par le TPIY, alors qu'il aurait été impliqué dans les massacres de la vallée de la Drenica et dans le trafic d'organes de jeunes serbes durant la guerre du Kosovo de 1998-1999 ; deux pièces à charge figurant dans un rapport du Conseil de l'Europe. Mais non là aussi, une opération d'envergure digne des horreurs nazies ne semble pas gêner le TPIY et la « communauté internationale », si prompt à châtier les Serbes ad vitam aeternam..

Atermoiements et volte-faces du TPIY face aux responsables musulmans de Bosnie

Depuis 1997, 52 inculpations ont été retenues par le TPIY, dont 45 contre des Serbes et 7 contre des Croates ; en 2001, 34 militaires ou hommes politiques serbes avaient été arrêtés en Bosnie-Herzégovine et emprisonnés à La Haye. Certains d'entre eux sont, depuis, décédés à La Haye. Par contre, **les dirigeants et chefs de guerre musulmans sont moins inquiétés par le TPIY**. Ainsi Naser Orić, ancien commandant des forces bosno-musulmanes de Srebrenica, avait été jugé par le TPIY pour crimes de guerre commis à la Noël 1993 dans les villages serbes autour de Srebrenica. Le général français Morillon, commandant les forces de l'ONU à Srebrenica, dira de ces actes : « Dans la nuit de Noël orthodoxe, nuit sacrée de janvier 1993, Naser Orić a mené des raids sur des villages serbes... Il y a eu des têtes coupées, des massacres abominables commis par les forces de Naser Orić dans tous les villages avoisinants ». Mais Naser Orić a été acquitté en juillet 2007, au grand dam des Serbes de Bosnie qui y voient la manifestation d'une justice partielle inféodée aux États-Unis. Pourtant, son cas n'est toujours pas réglé et pourrait raviver les souvenirs des années 1990. Naser Orić a été arrêté et inculpé de nouveau en juin 2015 par un tribunal suisse, pour des crimes de guerre qu'il aurait commis dans les environs de Sarajevo en juillet 1992. En attendant son procès, Nasser Oric est tout de même parvenu à se faire nommer ...conseiller du Premier ministre bochniaque, Bakir Izetbegovic !

C'est pourquoi le Président de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik réclame une enquête internationale indépendante car la lumière n'a jamais été faite sur certains événements survenus au début du conflit bosniaque. Les **massacres de Markale** sont deux massacres de civils commis soit par l'Armée de la Republika Srpska (Serbes), soit par l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (Musulmans), lors du siège de Sarajevo, sur le marché de la place de Markale. La première attaque, le 5 février 1994, fit 68 morts et 144 blessés, tandis que la seconde, le 28 août 1995, fit 37 morts et 90 blessés. Dans les deux cas, la provenance des tirs fut controversée. Les forces serbes assiégeant la ville ont affirmé ne pas être à l'origine de ces tirs, accusant au contraire l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine de bombarder son propre peuple pour pousser l'Otan à intervenir. Lors de la première attaque, les rapports d'experts ne permirent pas de déterminer avec certitude la provenance des tirs de mortier. En revanche, l'attaque d'un quartier central de Sarajevo servira de prétexte à l'Otan pour mener les premières opérations militaires hors-zone de son

histoire : en bombardant les lignes de l'Armée de la Republika Srpska à l'été 1995, l'Otan prend fait et cause pour les Musulmans bosniaques dirigés par Alija Izetbegović.

Or le 16 décembre 2015, un témoin cité par la défense de Ratko Mladić auprès du TPIY semble marquer un **tournant dans la version officielle du massacre de Markale**. Le massacre du marché de Markale à Sarajevo du 5 février 1994 avait fait 66 morts et 140 blessés; la responsabilité de ce massacre était jusque là imputée à l'Armée serbe de Bosnie. Le témoin anonyme GRM-11, se déclarant ancien garde du corps d'Alija Izetbegović, accusait le 16 décembre 2015 trois hautes personnalités bosniaques musulmanes d'avoir provoqué le massacre de Markale : le président Alija Izetbegović, le général Sefer Halilović et le Reis-el-Ulema (haute autorité musulmane) Mustafa Cerić.

Le Reis-El-Ulema Mustafa Cerić aurait aussi déclaré, selon le témoin GRM-116 : « Chaque jour meurent de 50 à 70 des nôtres -Musulmans bosniaques (Nda)- sans que personne n'entende parler. Si en un seul endroit plus de 200 des nôtres meurent, le monde entier le saura ».

La stratégie de l'internationalisation de la question bosniaque a donc payé : en noircissant les intentions des leaders serbes, la partie musulmane peut couvrir ses méfaits.

Les vrais objectifs du TPIY dans cette nouvelle Guerre froide

Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie a donc été créé pour faire des procès historiques; mais émanation directe des puissances occidentales, elle imprime une vision anglo-saxonne du droit et pire, ne cesse de créer une jurisprudence faisant peser des menaces sur les libertés publiques.

Mais surtout par la longueur des procédures et la politique du « deux poids deux mesures », le TPIY s'est transformé en Tribunal d'Inquisition; à trop poursuivre dans cette voie, au lieu de faire œuvre historique pour raffermir les plaies de guerres vieilles de plus de vingt ans, **l'action systématique de ses jugements contre les élites militaires et politiques serbes** des années 1990 ne peut que pousser, par un effet boomerang, une partie de la population dans les bras des mouvements nationalistes serbe d'un côté ou musulman de l'autre.

Au fond, la signification réelle de ces jugements unilatéraux ne serait-elle pas à chercher dans la volonté d'effacer les erreurs de l'Occident dans le dossier yougoslave ? En effet, tous ces agissements répétés et inlassables ne sont qu'un moyen pour les Etats-Unis et ses affidés, non seulement d'en finir avec un monde où l'équilibre existait entre Est et Ouest, mais aussi de terminer le sale boulot commencé en 1995 à Dayton. En s'excitant tel un chien sur son os contre les leaders serbes du conflit bosniaque, le but ultime n'est-il pas de **remettre en cause l'existence même de la République Serbe de Bosnie**, qui est pourtant actuellement un rempart contre l'expansionnisme islamiste dans les Balkans? En tapant sur les Serbes mais pas sur les musulmans, bochniaques ou albanais, le but n'est-il pas de, pratiquant la politique de l'autruche, **faire oublier que le terrorisme islamique en Europe est né en Bosnie** au

début des années 1990, lorsqu'un certain Ben Laden détenteur d'un passeport bosniaque était reçu par le Président bosniaque Alija Izetbegovic, auteur d'une « Déclaration islamique » voulant rayer de la carte la présence chrétienne dans les Balkans?

Dans son acharnement contre les Serbes, **le TPIY montre donc qu'il est un tribunal politique** à la solde de ses commanditaires otanesque et étatsunien. De cette façon, ils pensent parvenir à supprimer toute preuve dans leur implication dans la résurgence de l'islamisme radical en Europe : il est désormais de notoriété publique que Madeleine Albright, bras droit de Bill Clinton en politique extérieure, a choisi et soutenu le mafieux albanais Hashim Thaci dès 1998, tout comme Alija Izetbegovic a été reçu par Bernard Henry Lévy à Paris en janvier 1993. Or le vent tourne, et ces dirigeants coupables eux aussi de crimes de guerre contre les peuples de Bosnie, de Serbie et du Kosovo, pourraient un jour voir le sort se retourner contre eux.

Alexis TROUDE
Université de Versailles
29/03/2016